



Infomat

Revue hebdomadaire

Le jeudi 27 mars 1997

APERÇU

◆ Les exportations et les importations atteignent des sommets

Les exportations ont atteint un sommet en janvier, propulsées par l'augmentation des livraisons de produits de l'automobile. Les importations ont progressé encore plus rapidement, ce qui a fait baisser l'excédent commercial par rapport à décembre.

◆ Les étrangers continuent d'investir dans les valeurs mobilières canadiennes

Les étrangers ont continué d'investir dans les valeurs mobilières canadiennes en janvier, tandis que les Canadiens ont continué d'investir dans les valeurs mobilières étrangères.

◆ Le taux annuel d'inflation demeure stable

Le taux d'inflation annuel de l'indice des prix à la consommation n'a pas changé en février, demeurant stable pour un troisième mois consécutif.

◆ Baisse du nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi

Le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué en janvier, poursuivant la tendance à la baisse observée tout au long de 1996.

◆ Protéger les idées : l'avenue légale et les autres avenues

Malgré l'importance accordée à la protection de la propriété intellectuelle, moins du quart des entreprises manufacturières canadiennes ont recours à des formes légales de protection.

Les exportations et les importations atteignent des sommets

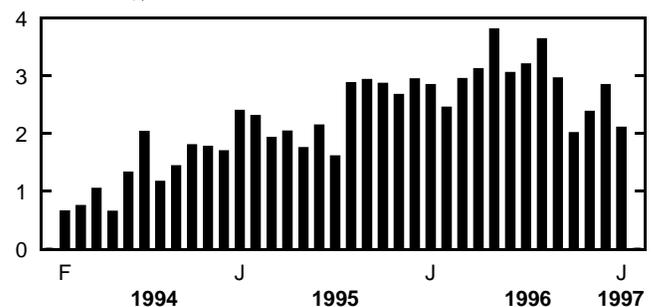
Les exportations ont atteint un niveau record de 23,5 milliards de dollars en janvier, ce qui représente une augmentation de 3,1 % par rapport à décembre. Cette hausse était attribuable à la montée subite des livraisons de véhicules automobiles, les constructeurs de véhicules automobiles ayant reconstitué les stocks des concessionnaires aux États-Unis. La croissance des exportations des autres secteurs que celui de l'automobile a été minime. Ce sont les exportations vers les États-Unis qui ont le plus augmenté, mais des gains ont aussi été réalisés avec tous les autres partenaires commerciaux du Canada, sauf l'Union européenne.

La valeur des importations s'est accrue encore plus rapidement que la valeur des exportations en janvier; elle a progressé de 7,2 %, pour atteindre un niveau record de 21,4 milliards de dollars. Les importations ont fortement augmenté dans tous les secteurs, mais la demande a été particulièrement vigoureuse pour les pièces d'automobiles, les machines et l'équipement ainsi que les produits énergétiques. Exception faite de l'Union européenne, les importations ont augmenté avec tous les partenaires commerciaux, surtout les États-Unis. Comparativement à la tendance plus stable des exportations, les importations ont tendance à s'accroître depuis

(suite à la page 2)

Solde commercial

Milliards de \$, données désaisonnalisées



... Les exportations et les importations atteignent des sommets

le milieu de 1996. Cela contraste avec la situation observée durant la deuxième moitié de 1995, alors que la croissance des importations stagnait et que les exportations augmentaient de façon soutenue.

Comme les importations se sont accrues plus rapidement que les exportations, l'excédent commercial du Canada est passé de 2,8 milliards de dollars en décembre à 2,1 milliards de dollars en janvier. Cette baisse était principalement attribuable au recul de l'excédent avec les États-Unis.

Les exportations de véhicules automobiles ont fait un retour en force en janvier, s'accroissant de 23 %. Aux États-Unis, les fabricants ont reconstitué les stocks des concessionnaires – surtout de voitures – qui étaient faibles à la fin de l'année en raison des corrections qui leur avaient été apportées antérieurement. Les exportations de pièces ont également gagné du terrain, les fabricants américains d'automobiles ayant décidé d'accélérer leur production. La demande accrue des États-Unis a contribué à faire progresser les exportations de biens industriels de 5,0 %; la hausse était généralisée, mais ce sont les ventes de minerais métalliques, d'aluminium et de produits chimiques organiques qui ont le plus augmenté. La baisse des livraisons d'avions a contribué à la chute de 2,7 % des exportations de machines, mais les carnets de commandes sont remplis pour 1997, ce qui est de bon augure pour ce secteur.

Les ventes de produits agricoles ont augmenté (5,6 %) pour un deuxième mois consécutif. Les exportations de produits énergétiques ont progressé de 2,2 % en raison d'une forte augmentation des ventes de gaz naturel. Les livraisons de pétrole raffiné et de pétrole brut et les livraisons de charbon ont faibli. Les exportations de produits forestiers ont diminué de 5,3 %, étant donné que les usines de pâtes et papiers sont restées fermées plus longtemps pendant la période des fêtes pour consolider leurs stocks et que les ventes de bois d'oeuvre au Japon et aux États-Unis ont diminué.

Les exportations de produits de l'automobile ont imprimé un élan de 10,9 % aux importations en janvier. Cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des importations de pièces découlant du regain de production dans le secteur de l'automobile. Les importations de camions (surtout du Japon) se

Note aux lecteurs

Le commerce de marchandises n'est qu'une des composantes du compte courant de la balance des paiements du Canada, qui comprend aussi le commerce des services. Au quatrième trimestre de 1996, l'excédent global de la balance du commerce de marchandises atteignait 7,2 milliards de dollars, tandis que l'excédent du compte courant se chiffrait à 1,7 milliard de dollars.

sont accrues de 5,3 %, tandis que celles de voitures ont ralenti en raison du fléchissement des ventes intérieures.

Les importations de machines et d'équipement ont augmenté pour un septième mois consécutif (6,9 %). Cette hausse était principalement attribuable à l'accroissement des importations de machines industrielles et de machines de bureau et, dans une moindre mesure, à celui des importations de matériel de transport et de communication. Les importations d'avions n'ont cessé de diminuer depuis leur sommet de novembre. Les hausses observées du côté des produits énergétiques (46,7 %) et des biens industriels (3,9 %) ont aidé à faire augmenter les importations. Des achats plus importants de pétrole brut et de pétrole raffiné ont permis aux importations de produits énergétiques d'atteindre un nouveau sommet. Même si les gains enregistrés au chapitre des biens industriels étaient généralisés, ce sont les importations de produits chimiques, de matières plastiques et de produits métalliques qui ont connu la croissance la plus rapide.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3611-3616, 3618-3629, 3651, 3685-3713, 3718-3720 et 3887-3913.

Le commerce international de marchandises du Canada (65-001-XPB, 19 \$/182 \$) paraîtra bientôt. Les données du compte courant, qui englobent les statistiques du commerce de marchandises, les opérations au titre des services, les revenus de placement et les transferts, sont publiées trimestriellement dans *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XPB, 36 \$/120 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Suzie Carpentier au (613) 951-9647, Division du commerce international. Numéro sans frais : 1 (800) 294-5583. (Voir aussi les «Tendances actuelles» à la page 8.)

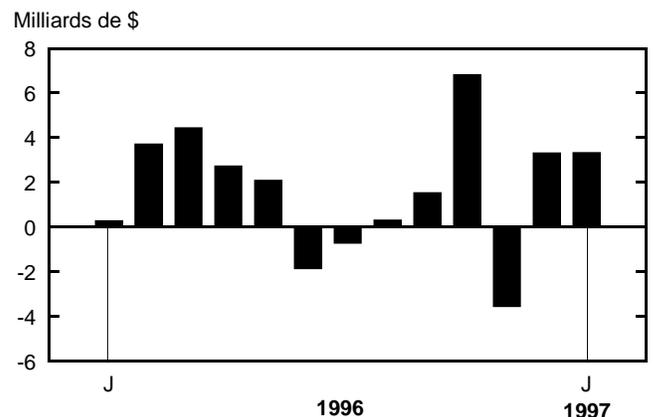
Les étrangers continuent d'investir dans les valeurs mobilières canadiennes

Les étrangers ont continué d'investir dans les valeurs mobilières canadiennes en janvier, réalisant à ce chapitre des achats de 3,3 milliards de dollars pour un deuxième mois consécutif. Les placements étrangers se répartissaient entre les obligations et les actions canadiennes ainsi que les instruments du marché monétaire canadien. Les résidents canadiens ont continué d'investir dans les valeurs mobilières étrangères, réalisant à ce titre des achats de 1,3 milliard de dollars.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 2,7 milliards de titre d'emprunt canadiens en janvier, ce qui représente un montant semblable à celui de décembre. Ils ont recommencé à investir dans les instruments du marché monétaire (1,6 milliard de dollars) et ils

(suite à la page 3)

Investissements étrangers en valeurs mobilières* canadiennes



* Incluent obligations, actions et effets du marché monétaire.

... Les étrangers continuent d'investir dans les valeurs mobilières canadiennes

ont poursuivi leurs achats d'obligations (1,1 milliard de dollars) pour un onzième mois consécutif. L'achat d'instruments du marché monétaire par les investisseurs étrangers contrastait avec les ventes massives des deux derniers mois. Près de 60 % des investissements réalisés en janvier se composaient de financement à court terme du secteur canadien des entreprises, le reste étant principalement constitué de bons du Trésor fédéral. Les non-résidents ont acquis pour 1,1 milliard de dollars d'obligations canadiennes, surtout, encore une fois, sous forme d'émissions du secteur privé.

Pour un quatrième mois consécutif en janvier, les étrangers ont investi dans les actions canadiennes, effectuant cette fois-ci des achats de 0,5 milliard de dollars à ce chapitre. Plus de 60 % de ces actions étaient des nouvelles actions vendues sur le marché américain. Le cours des actions canadiennes, mesuré selon l'indice composé TSE, s'est accru de 3,1 % en janvier.

Les investisseurs canadiens ont continué d'acheter des valeurs mobilières étrangères, surtout des actions. Du montant de 1,2 milliard de dollars qu'ils ont investi à ce chapitre, 80 % a servi à l'achat d'actions américaines. Les Canadiens ont modifié leurs habitudes au cours des quatre derniers mois pour acheter principalement des actions américaines.

Données stockées dans CANSIM : matrice 2330.

Le numéro de janvier 1997 d'*Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XPB, 17 \$/170 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements.

Note aux lecteurs

Taux d'intérêt : En janvier, les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis sont encore une fois demeurés pratiquement inchangés, après avoir diminué du milieu de 1996 jusqu'en novembre. Le différentiel sur les effets à court terme s'est maintenu à 230 points de base à la fin du mois, le taux aux États-Unis étant supérieur, ce qui a continué à favoriser l'investissement aux États-Unis. Au Canada, les taux sur dix ans des obligations fédérales ont augmenté légèrement en janvier, tout comme les taux aux États-Unis. Ces taux sont à peu près égaux.

Cours des actions : En janvier, le cours des actions canadiennes, mesuré selon l'indice TSE 300, a recommencé à grimper, enregistrant une hausse de 3,1 %, après avoir connu un léger fléchissement de 1,5 % en décembre 1996. Après avoir augmenté huit fois en douze mois en 1996, le cours des actions a clôturé l'année en hausse de 26 % par rapport à 1995. Par ailleurs, le cours des actions américaines, mesuré selon l'indice composé Standard and Poor 500, a augmenté de 6,1 % en janvier, soit deux fois plus rapidement que le cours canadien.

Dollar canadien : Le dollar canadien a mis fin à sa chute des deux derniers mois, période au cours de laquelle il a perdu deux cents par rapport au dollar américain. Après avoir atteint un plancher de 72,56 cents US au début de janvier 1997, il a entrepris une remontée de 1,25 cent, pour clôturer à 74,24 cents US à la fin du mois.

Le taux annuel d'inflation demeure stable

En février 1997, le taux d'inflation annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 2,2 % pour un troisième mois consécutif. Ce taux mesure la différence qu'il y a entre le prix qu'ont payé les consommateurs canadiens en février

de cette année pour les biens et services contenus dans le panier de l'IPC et celui qu'ils ont payé pour ce même panier en février de l'an dernier. Bien que les consommateurs aient eu à subir d'importantes hausses des prix de l'énergie, des aliments, de l'assurance-automobile et des véhicules neufs ainsi que des frais de scolarité universitaire, ils ont profité du recul constant des intérêts hypothécaires.

De janvier à février, l'IPC a grimpé de 0,1 %. L'habillement et les chaussures, l'essence, les aliments, les voyages organisés et l'hébergement pour voyageurs sont au nombre des produits dont les prix ont augmenté. La hausse de leurs prix a été contrebalancée, dans une large mesure, par la baisse des tarifs aériens, des frais de logement en propriété et des frais de téléphone.

Les prix de l'habillement et des chaussures ont augmenté (de 1,1 % et de 0,8 % respectivement), comme ils le font généralement en février à la fin des soldes. Les prix de l'essence se sont accrus de 1,5 %. Depuis février 1996, ils ont augmenté de 10,8 %. Les prix des aliments achetés au magasin se sont accrus de 0,2 %, tout comme les prix des aliments achetés au restaurant. Les consommateurs ont déboursé davantage pour les légumes frais, les boissons gazeuses, la volaille et les produits de boulangerie, mais ils ont payé moins cher pour les fruits frais et le porc. Les prix des voyages organisés ont augmenté de 6,4 % en moyenne. Les tarifs des chambres d'hôtel ont tendance à monter en février, ce qu'ils ont fait de 2,4 % cette fois-ci.

(suite à la page 4)

Indice des prix à la consommation, février 1997

Variation en %, année précédente *

	Ensemble	Aliments	Énergie	Habitat	Transport
Canada	2,2	2,4	7,2	0,3	5,3
Terre-Neuve	2,7	2,5	7,0	1,8	4,3
Île-du-Prince-Édouard	1,6	-0,2	9,3	2,5	3,8
Nouvelle-Écosse	3,1	3,6	10,1	2,2	4,5
Nouveau-Brunswick	2,4	2,2	11,4	1,7	5,8
Québec	2,0	3,3	5,9	0,7	2,8
Ontario	2,4	0,9	5,9	-0,1	8,3
Manitoba	3,2	4,5	8,7	1,7	5,2
Saskatchewan	2,3	4,5	4,0	1,3	4,1
Alberta	3,1	5,0	16,2	1,9	5,7
Colombie-Britannique	0,9	1,8	7,1	-1,3	1,6
Whitehorse	2,1	2,8	7,1	1,1	4,2
Yellowknife	0,4	-1,2	4,9	0,1	4,2

* Données non désaisonnalisées.

... Le taux annuel d'inflation demeure stable

La baisse des tarifs aériens a contribué en bonne partie à neutraliser l'augmentation globale des prix. Les tarifs aériens diminuent habituellement en janvier, pour se redresser légèrement en février. Mais cette année, ils ont légèrement diminué en janvier, pour ensuite chuter de 9,0 % en février. Il y a eu la vente de sièges sur un certain nombre de vols intérieurs. Les frais de logement en propriété ont fléchi de 0,2 %, les frais d'intérêts hypothécaires ayant baissé une fois de plus. Et un plus grand nombre de consommateurs ont réduit leurs frais de téléphone en s'abonnant aux plans d'économie sur les appels interurbains.

La Colombie-Britannique est la province canadienne où l'IPC a le moins augmenté (0,9 %) entre février 1996 et février 1997. Les primes d'assurance-automobile y ont diminué, alors que les frais de logement en propriété y ont accusé un recul exceptionnellement marqué. Les prix des aliments, des meubles, de l'essence et des voitures neuves ont également connu en Colombie-Britannique

des hausses inférieures à la moyenne nationale. Les plus fortes augmentations annuelles ont été observées au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Alberta. Au Manitoba, des hausses supérieures à la moyenne ont été enregistrées pour les aliments, le logement ainsi que l'habillement et les chaussures.

Entre janvier et février 1997, l'IPC a connu des hausses allant de 0,1 % dans six provinces à 0,4 % au Québec. L'augmentation observée au Québec était attribuable à une augmentation substantielle des prix des aliments.

Données stockées dans CANSIM : matrices 7440-7454, 7477 et 7478.

Le numéro de février 1997 de *L'indice des prix à la consommation* (62-001-XPB, 10 \$/100 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Sandra Shadlock au (613) 951-9606, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-2848. Internet : shadsan@statcan.ca. (Voir aussi les «Tendances actuelles» à la page 8.)

Baisse du nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi

En janvier, 619 380 Canadiens ont reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi, soit 6,1 % de moins qu'en décembre. Des baisses ont été enregistrées dans l'ensemble des provinces et territoires à l'exception du Yukon. Le nombre de bénéficiaires a poursuivi en janvier la tendance à la baisse suivie tout au long de 1996, descendant à un niveau que l'on n'avait pas vu depuis le début des années 80.

En janvier, il s'est versé pour 766 millions de dollars de prestations ordinaires, soit 0,8 % de plus qu'en décembre. Des augmentations ont été enregistrées dans sept provinces et territoires; les plus importantes l'ont été au Québec (+ 2,3 %) et en Ontario (+ 1,2 %). Les paiements sont demeurés stables au cours des sept derniers mois.

Le nombre de personnes ayant fait une demande de prestations d'assurance-emploi s'est accru de 3,5 % en janvier, pour atteindre

Bénéficiaires touchant des prestations ordinaires d'assurance-chômage, janvier 1997

Données désaisonnalisées

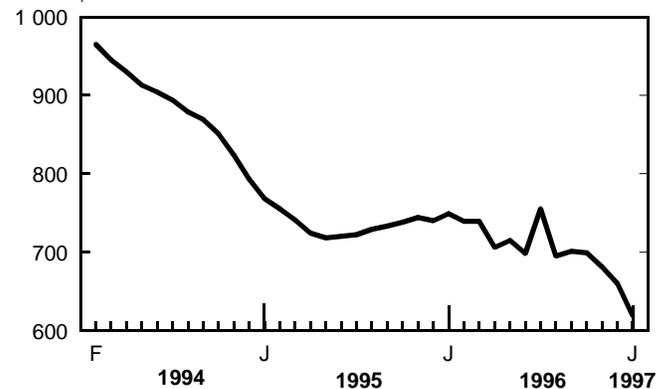
	Total (Milliers)	Variation en %, mois précédent	Variation en %, année précédente
Canada	619	-6,1	-17,3
Terre-Neuve	37	-2,3	-6,3
Île-du-Prince-Édouard	10	-2,1	-3,0
Nouvelle-Écosse	34	-4,1	-11,3
Nouveau-Brunswick	39	-4,2	-12,8
Québec	214	-5,1	-17,1
Ontario	160	-6,3	-13,4
Manitoba	14	-11,2	-26,2
Saskatchewan	10	-10,7	-32,5
Alberta	33	-10,0	-34,9
Colombie-Britannique	69	-4,8	-20,0
Yukon	1	7,9	-12,3
Territoires du Nord-Ouest	1	-7,1	-13,4

Note aux lecteurs

La divergence entre le nombre estimé de bénéficiaires ordinaires et les prestations ordinaires versées s'explique en partie par leurs différentes périodes de référence. Le nombre de bénéficiaires est le résultat d'un recensement d'une semaine (celle comptant la quinzième journée du mois) au cours du mois, alors que les prestations versées représentent le montant total d'argent reçu par les bénéficiaires durant le mois.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

Milliers, données désaisonnalisées



241 000 et remonter au même niveau qu'en octobre 1996. Des hausses ont été relevées dans dix provinces et territoires, la principale l'ayant été en Ontario (8,3 %).

Données stockées dans CANSIM : matrices 26 (série 1,6) et 5700-5717.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michael Scrim au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur : (613) 951-4087. Internet : labour@statcan.ca.

Protéger les idées : l'avenue légale et les autres avenues

Malgré l'importance accordée à la protection de la propriété intellectuelle, moins du quart des entreprises manufacturières canadiennes ont recours à des formes légales de protection. Les entreprises sont plus enclines à se protéger par des marques de commerce (11 %), le secret commercial (8,3 %) ou la délivrance d'un brevet (7,1 %).

Même si environ 50 % des emplois sont offerts par les entreprises manufacturières, une proportion relativement faible d'entre elles ont recours à l'une des formes de protection légale. C'est qu'elles ont tendance à considérer les autres stratégies – l'antériorité sur le marché ou la conception plus complexe d'un produit, par exemple – comme plus efficaces que la protection légale. Mais la valeur des brevets s'accroît si une entreprise est inventive, grande et contrôlée par des intérêts étrangers et si elle appartient à une branche d'activité qui a tendance à produire de nombreuses innovations utilisées par d'autres industries. De telles entreprises croient à l'efficacité de la protection légale. Toutes les entreprises jugent les autres formes de protection naturelle aussi sinon plus efficaces que les formes légales.

Plus de 62 % des grandes entreprises (celles comptant plus de 500 employés) utilisent l'une ou l'autre des formes légales de protection, ce que font moins de 30 % des petites entreprises (celles comptant moins de 100 employés). Les petites entreprises attachent une importance relativement plus grande au secret commercial. Au fur et à mesure qu'elles grandissent, les entreprises ont davantage recours au brevet qu'au secret commercial.

Selon l'Enquête sur les innovations et les technologies de pointe de 1993, 80 % des auteurs d'innovations constituant une première mondiale se protègent en ayant recours à une forme légale de protection (soit au Canada ou à l'étranger), mais moins de la moitié des autres types d'innovations jouissent d'une protection légale. De surcroît, une partie de ces innovations ne sont que de nouveaux procédés qui ne se prêtent pas à la délivrance d'un

Note aux lecteurs

Les entreprises ont fait état de leurs activités de recherche-développement, d'innovation, de technologie et de protection de la propriété intellectuelle pour la période allant de 1989 à 1991 à l'occasion de l'Enquête sur les innovations et les technologies de pointe de 1993.

Par protection légale, on entend les formes de protection de la propriété intellectuelle consacrées par la loi ou exécutable en justice : brevets, marques de commerce, droit d'auteur, secrets commerciaux, accords de non-divulgence, législation sur les dessins industriels, protection des topographies de circuits intégrés et protection des obtentions végétales.

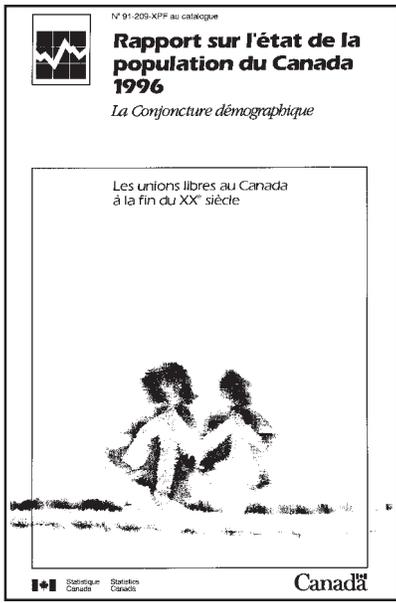
Par protection non légale ou naturelle, on entend les stratégies industrielles de conception et de commercialisation qu'appliquent les entreprises pour cueillir les fruits de leur innovation, dont celles de l'antériorité sur le marché ou de la complexité de conception qui décourage la reproduction.

brevet. Les entreprises qui les ont conçues ont tendance à se fier au secret commercial.

L'exercice des droits de propriété intellectuelle varie considérablement d'une branche d'activité à l'autre. Un noyau d'industries (produits chimiques, produits pharmaceutiques, produits pétroliers raffinés, produits électriques et machines) produisent de nombreuses inventions qui servent d'apports ou d'immobilisations à d'autres industries. Ce noyau d'industries innovatrices recourent plus que les autres à presque toutes les formes légales de protection, en particulier aux brevets et aux marques de commerce.

*La publication **Innovation et propriété intellectuelle** (88-515-XPF, 20 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588, Division des études de l'analyse micro-économique.*

Nouveautés de Statistique Canada



Rapport sur l'état de la population du Canada

1996

La première partie de l'édition de 1996 du *Rapport sur l'état de la population du Canada* est consacrée à une description de la population canadienne, mettant à jour les tendances démographiques dans les différentes régions du pays et comparant le Canada avec les autres nations du monde industrialisé. Le rapport analyse les tendances de la croissance et de ses composantes: natalité, nuptialité, divortialité, mortalité, mouvements migratoires internationaux et internes.

La seconde partie est consacrée à un phénomène qui a pris de l'ampleur au cours des deux dernières décennies: l'union libre. Le rapport en étudie l'évolution, les principaux facteurs associés à sa prolifération et relève certaines de ses conséquences. L'analyse est conduite principalement à partir des résultats de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada de 1995.

Le numéro de 1996 du Rapport sur l'état de la population du Canada (91-209-XPB, 30 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Dumas au (613) 951-2327 ou Alain Bélanger au (613) 951-2326, Section de l'analyse de la recherche, Division de la démographie.

Classification géographique type

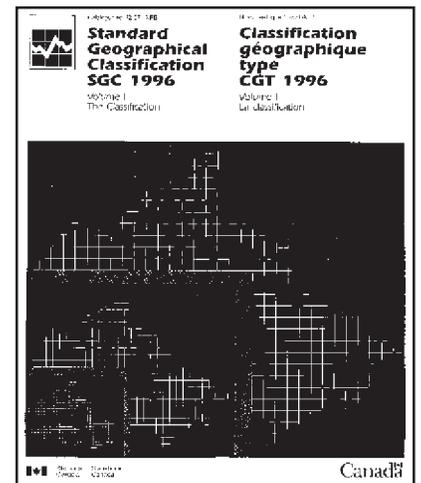
1996

La *Classification géographique type* (CGT) est une classification de noms et de codes représentant des régions géographiques au Canada. Au nombre de ces régions figurent les provinces, les comtés et les municipalités, qui forment la hiérarchie à trois niveaux de la classification, ainsi que les régions métropolitaines de recensement, les agglomérations de recensement et les régions économiques. La CGT sert à identifier l'information relative à des régions géographiques spécifiques et à totaliser des données régionales.

La version de 1996, qui remplace la version de 1991 à titre de classification géographique officielle de Statistique Canada, est divisée en deux volumes. Le volume I, La classification, conçu comme manuel de référence et de codage, renferme les tableaux de noms et de codes des unités de la CGT et des régions connexes, un index alphabétique de noms de localité ainsi que des listes des changements apportés aux noms et aux codes des municipalités depuis le 2 janvier 1991. Le volume II, Cartes de référence, fournit des cartes indiquant où se trouvent les régions géographiques figurant dans la classification ainsi que les limites de ces dernières. Ces cartes permettent aux utilisateurs d'établir une relation entre les données statistiques et les régions géographiques correspondantes.

Les utilisateurs des données du recensement prendront note que ces cartes ne sont pas publiées dans la série des produits de référence du recensement. La CGT de 1996 est donc la publication qui présente l'information sur les comtés (divisions de recensement) et les municipalités (subdivisions de recensement).

La Classification géographique type de 1996 (12-571-XPB, volume I, 99 \$; 12-572-XPB, volume II, 80 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Fortin au (613) 951-3445, Division des normes. Télécopieur: (613) 951-8578. Internet: fortric@statcan.ca.



Nouveautés de Statistique Canada – fin



Dictionnaire du Recensement de 1996

Les produits de référence du Recensement de 1996 vous aident à tirer le maximum des données du recensement. Publié aujourd'hui, le *Dictionnaire du Recensement de 1996* explique en détail les concepts, les termes, les variables et les éléments géographiques associés au Recensement de 1996.

La publication est divisée en cinq sections. Dans les quatre premières, les termes et les variables sont organisés et traités en fonction des univers de la population, des familles, des ménages et des logements. Les entrées comprennent non seulement une définition, mais aussi de l'information additionnelle, telle que les recensements au cours desquels la variable a été utilisée et la population pour laquelle les données sont disponibles. La cinquième section examine les concepts géographiques du recensement.

Une série d'annexes propose des renseignements supplémentaires, telles les questions du recensement depuis la Confédération et des comparaisons de certaines données avec d'autres recensements. Des figures, des tableaux et un index rendent la publication facile à consulter.

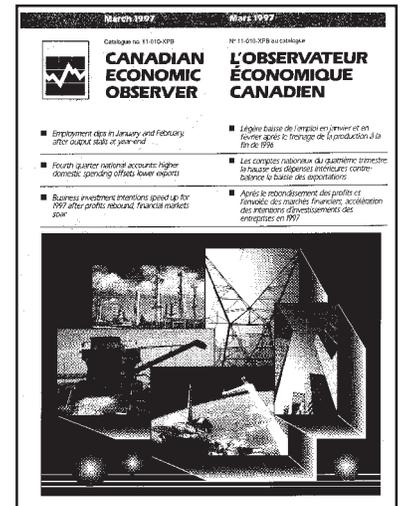
Le Dictionnaire du Recensement de 1996 (92-351-XPB, 25 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements ou pour commander votre exemplaire, communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada de votre région.

L'Observateur économique canadien

Mars 1997

Le numéro de mars de *L'Observateur économique canadien*, la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, analyse les conditions économiques actuelles et comprend un sommaire des principaux événements économiques de février. Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principales séries chronologiques de l'économie du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

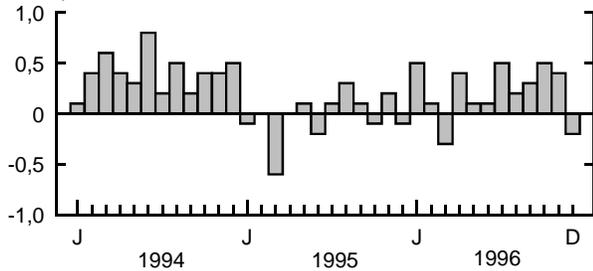
Le numéro de mars 1997 de L'Observateur économique canadien (11-010-XPB, 22 \$ / 220 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse de conjoncture. Internet: oec@statcan.ca.



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

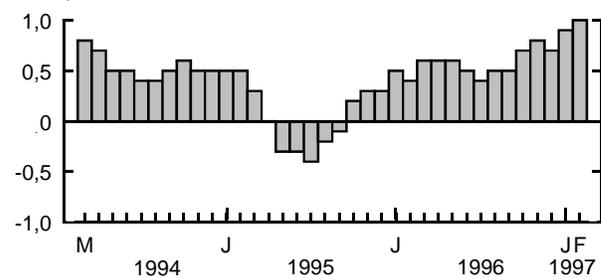
Variation en %, mois précédent



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a diminué de 0,2 % en décembre.

Indice composite

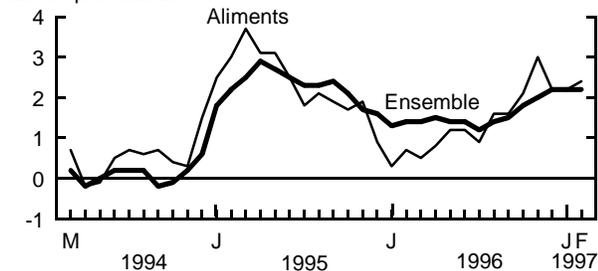
Variation en %, mois précédent



L'indice composite s'est accru de 1,0 % en février.

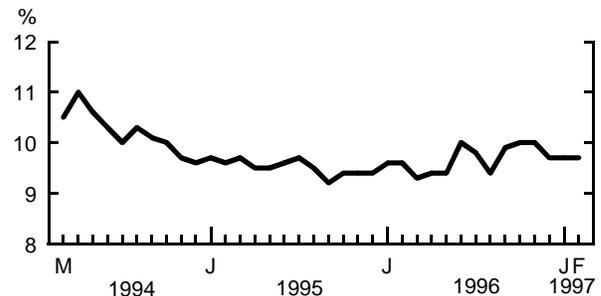
Indice des prix à la consommation

Variation en %, année précédente



Les consommateurs ont versé 2,2 % de plus pour l'achat de biens et services en février 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 2,4 %.

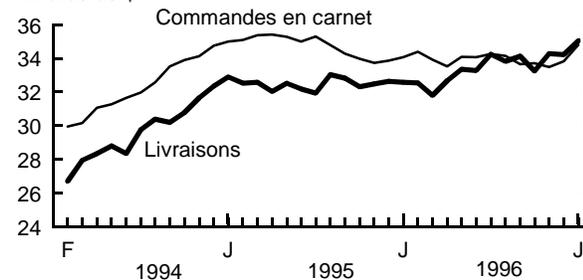
Taux de chômage



En février, le taux de chômage s'est maintenu à 9,7 %.

Fabrication

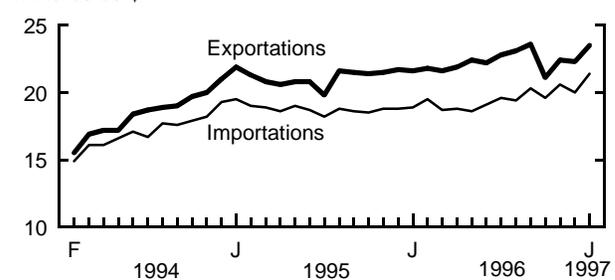
Milliards de \$



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 2,2 % en janvier pour s'établir à 35,1 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 3,0 % pour atteindre 34,8 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de \$



En janvier, la valeur des exportations de marchandises a grimpé de 3,1 % pour s'établir à 23,5 milliards de dollars. La valeur des importations s'est accrue de 7,2 % pour s'établir à 21,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de \$ de 1986)	décembre	557,5	-0,2 %	2,6 %
Indice composite (1981 = 100)	février	189,0	1,0 %	8,5 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de \$)	4 ^e trim.	25,7	5,7 %	10,4 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 ^e trim.	84,8	0,7 †	2,4 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de \$)	janvier	18,8	1,4 %	5,6 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	105,4	-6,3 %	12,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février	13,7	-0,1 %	0,6 %
Taux de chômage (%)	février	9,7	0,0 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	février	64,6	-0,1 †	-0,5 †
Revenu du travail (milliards de \$)	novembre	36,5	0,8 %	3,6 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	décembre	593,82	0,2 %	2,7 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de \$)	janvier*	23,5	3,1 %	8,0 %
Importations de marchandises (milliards de \$)	janvier*	21,4	7,2 %	13,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de \$)	janvier*	2,1	-0,7	-0,7
FABRICATION				
Livraisons (milliards de \$)	janvier	35,1	2,2 %	7,6 %
Nouvelles commandes (milliards de \$)	janvier	36,1	4,3 %	9,9 %
Commandes en carnet (milliards de \$)	janvier	34,8	3,0 %	2,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,29	-0,04	-0,09
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	février*	134,4	0,1 %	2,2 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	janvier	129,4	-0,2 %	-0,5 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	janvier	141,8	0,1 %	10,5 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	janvier	132,2	0,2 %	-0,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Chantal Prévost (613) 951-1189
Chef de la Diffusion officielle : Andrée Hébert (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 140 \$ par année; États-Unis : 5 \$ US l'exemplaire, 168 \$ US par année; Autres pays : 5 \$ US l'exemplaire, 196 \$ US par année. Aux clients canadiens : veuillez ajouter 7 % de TPS.

Abonnements : envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone. Au Canada et aux États-Unis, composez le 1 800 267-6677. Dans tout autre pays, composez le (613) 951-7277.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'«American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials», ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 21 au 26 mars 1997

Division/Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro/Abonnement		
			Canada (\$ CAN)	États-Unis	Autres pays (\$ US)
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE					
La détermination de la peine dans les tribunaux provinciaux pour adultes : Études de neuf secteurs de compétence	1993 et 1994	85-513-XPB	25	25	25
COMMERCE INTERNATIONAL					
Le commerce international de marchandises du Canada	janvier 1997	65-001-XPB	19/182	22/219	26/255
DÉMOGRAPHIE					
Rapport sur l'état de la population du Canada	1996	91-209-XPB	30	30	30
ENQUÊTE-MÉNAGES					
Le point sur la population active : Les jeunes et le marché du travail	printemps 1997	71-005-XPB	29/96	29/96	29/96
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE					
Fer et acier primaire	janvier 1997	41-001-XPB	6/60	8/72	9/84
GÉOGRAPHIE					
Classification géographique type de 1996 : La classification,	vol. I	12-571-XPB	99	99	99
Classification géographique type de 1996 : Cartes de référence	vol. II	12-572-XPB	80	80	80
INDUSTRIE					
Contre-plaqué de construction	janvier 1997	35-001-XPB	6/60	8/72	9/84
Production et disposition des produits du tabac	février 1997	32-022-XPB	6/60	8/72	9/84
Ventes de véhicules automobiles neufs	janvier 1997	63-007-XPB	16/160	20/192	23/224
PRIX					
Indices des prix de l'industrie	janvier 1997	62-011-XPB	21/210	26/252	30/294
L'indice des prix à la consommation	février 1997	62-001-XPB	10/100	12/120	14/140
RECENSEMENT					
Dictionnaire du recensement de 1996		92-351-XPB	25	25	25
SERVICES					
Industrie de la production de logiciels et des services informatiques	1994-1995	63-222-XPB	32	39	45
SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Statistique de sciences : L'effet du pays de contrôle sur l'exécution de la recherche et du développement industriels au Canada	1993, vol. 21, n° 2	88-001-XPB	8/76	10/92	12/107

Pour commander les publications

Il est possible de commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées par téléphone.

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez : **(613) 951-7277**

Ou envoyez votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584**

Pour commander par la poste, écrivez à : Ventes et services, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous «Statistique Canada».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Calendrier des principaux communiqués: Avril 1997				
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
			3 Indice de l'offre d'emploi, mars 1997	4 Enquête sur la population active, mars 1997 Voyages intérieurs, 1 ^{er} trimestre de 1996
7 Permis de bâtir, février 1997	8	9 Ventes de véhicules automobiles neufs, février 1997 Indice des prix des logements neufs, février 1997	10	11
14	15 Chiffres de population et des logements, recensement 1996	16 Enquête mensuelle sur les industries manufactu- rières, février 1997 Voyages entre le Canada et les autres pays février 1997	17 Commerce international du Canada, février 1997	18
21 Commerce de gros, février 1997	22 Commerce de détail, février 1997 Indice des prix à la consommation, mars 1997	23 Opérations interna- tionales du Canada en valeurs mobilières, février 1997 Indice composite, mars 1997	24 Emploi, gains et durée du travail, février 1997	25 Indice des prix des produits industriels, mars 1997 Indice des prix des matières brutes, mars 1997
28	29 Assurance-emploi, février 1997	30 Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs, février 1997 Série de rapports sur les grandes cultures: inten- tions d'ensemencement en mars		

* Les dates de diffusion des communiqués sur le commerce international, l'Indice des prix à la consommation et l'Enquête sur la population active sont fixes; les dates de diffusion des autres données peuvent varier.

Centres de consultation régionaux

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information des systèmes de retrait de données informatisées CANSIM et E-STAT. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve,
Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**
Services-conseils
Statistique Canada
1770, rue Market, 3^e étage
Halifax (N.-É.)
B3J 3M3

Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-902-426-9538

Québec
Services-conseils
Statistique Canada
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
200, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (QC)
H2Z 1X4

Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-514-283-9350

Région de la capitale nationale
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Avenue Holland, imm. R.-H.-Coats
Rez-de-chaussée
Parc Tunney
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local : (613) 951-8116

Si vous demeurez à l'extérieur de la zone de communication locale, veuillez composer le numéro sans frais d'interurbain pour votre province.
Télécopieur : 1-613-951-0581

Ontario
Services-conseils
Statistique Canada
Imm. Arthur Meighen, 10^e étage
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-416-973-7475

Manitoba
Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9

Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-204-983-7543

Saskatchewan
Services-conseils
Statistique Canada
Tour Avord, 9^e étage
2002, avenue Victoria
Regina (Sask.)
S4P 0R7

Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-306-780-5403

Sud de l'Alberta
Services-conseils
Statistique Canada
Discovery Place, pièce 201
3553, 31^e Rue N.-O.
Calgary (Alb.)
T2L 2K7

Appel local : (403) 292-6717
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-403-292-4958

**Alberta et Territoires du
Nord-Ouest**
Services-conseils
Statistique Canada
Park Square, 8^e étage
10 001, Bellamy Hill
Edmonton (Alb.)
T5J 3B6

Appel local : (403) 495-3027
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-403-495-5318

Colombie-Britannique et Yukon
Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower, pièce 600
300, rue Georgia Ouest
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1-800-263-1136
Télécopieur : 1-604-666-4863

**Appareils de télécommunications
pour les malentendants**
Sans frais : 1-800-363-7629